

L'article 52 du Règlement

dernier de ce genre bien intentionné, puisque dès mon arrivée à la chambre j'ai écouté l'autre côté et ai été consterné de voir que l'effort aussi noble du député de Skeena dans un contexte aussi important puisse être rabaisé au genre de *real politik* et de manières théâtrales de certains de ses collègues et autres à chaque extrémité de l'autre côté.

J'aimerais que les habitants du Canada, ceux de C.-B. notamment, les habitants de l'Alaska et du reste des Etats-Unis sachent que tous les Canadiens partagent ce problème avec eux, les Canadiens des provinces de l'Atlantique et, en particulier ceux du Nouveau-Brunswick dont je suis originaire. Il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences qu'aurait une nappe de pétrole comme celle de Valdez dans la Baie de Fundy ou dans l'Océan atlantique au large de Terre-Neuve. En ma qualité d'ancien ministre des ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, je peux saisir, comme les citoyens de notre province, les répercussions qu'aurait une telle tragédie sur la migration du saumon de l'Atlantique et l'impact qu'elle aurait pour de nombreuses années sur les générations de poissons. Il n'est pas difficile d'imaginer l'inimaginable. Nous pouvons comprendre la dure réalité qu'impose une telle marée noire sur les ressources naturelles maritimes et côtières de l'Alaska et de la côte septentrionale du Pacifique.

Nous pouvons comprendre les gens qui ont souffert dans ces régions et nous les comprenons. Nous comprenons les inquiétudes, les craintes et les soucis de nos concitoyens de Colombie-Britannique. Tout comme Tchernobyl et Bhopal, la marée noire de Valdez montre très clairement la priorité à accorder à l'environnement. Cela nous fait comprendre l'importance de ce que nous devons accomplir au Canada, en Amérique du Nord ainsi que dans le monde entier. Ce débat a également placé le sujet de l'environnement dans un contexte politique à la Chambre.

Il semble que deux choix s'offrent à nous sur le plan politique en matière d'environnement. Nous pouvons idéaliser, dramatiser les choses et ne cesser d'exiger des démissions, comme l'a fait le député d'Esquimalt—Juan de Fuca (M. Barrett). A mon avis, il ne sied nullement à un ancien ministre d'une province comme la Colombie-Britannique d'insulter le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) et il semble difficile de comprendre qu'il ne s'intéresse véritablement à rien d'autre qu'à l'occasion de se faire mousser.

Nous pouvons par ailleurs reconnaître, comme l'a dit le ministre de l'Environnement, de façon, à mon avis sincère et humble et si authentiquement pressante à tous les députés de la Chambre, que l'environnement est une priorité spéciale qui transcende toute politique partisane. Nous pouvons admettre que nous participons tous au problème de l'environnement et nous pouvons comprendre que nous devons tous nous efforcer d'y apporter une

solution. Je pense que si nous prenions le contexte dans lequel le député de Skeena et le ministre de l'Environnement ont fait leurs observations ce soir et que nous mettions de côté toute politique partisane, nous nous rendrions compte que nous avons collectivement contribué à ce débat sur une catastrophe qui ne touche pas encore et même pas le sol ou l'eau de notre pays. Peu importe que cela se produise ou non; il reste qu'il fallait débattre de cette affaire. Prises dans leur ensemble, les interventions que le député de Skeena et le ministre de l'Environnement ont suscitées, contribuent à aborder le sujet de l'environnement dans un vaste contexte dont nous pouvons tous tirer les leçons.

J'espère que nous pourrions tous à la Chambre apprendre à aborder ce sujet de l'environnement collectivement et en toute sincérité, de façon critique bien entendu, avec le souci du détail et d'une saine discussion, sans jamais perdre de vue l'objectif d'un développement durable, qu'il sera d'ailleurs difficile de réaliser. Il faut évaluer des risques importants et faire de grands choix, sans perdre la réalité de vue.

Le gouvernement a été, me semble-t-il, très clair avant la catastrophe de Valdez. A la conférence de La Haye, le Premier ministre (M. Mulroney) et le ministre de l'Environnement ont montré au monde entier la priorité que le gouvernement canadien accorde à l'environnement. Je pense que le discours du Trône d'hier a indiqué très clairement et très fortement cette même orientation. J'exhorte tous les députés à adopter une attitude constructive dans le débat et à prendre pour objectif le développement durable de l'environnement. J'estime que nous réussirons à faire des progrès vers cet objectif intangible de développement durable et que nous servirons d'exemple aux autres pays du monde.

• (2350)

M. Raymond Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, je trouve fort intéressante la proposition faite ici ce soir d'interdire que l'on fasse de la politique à la Chambre des communes. C'est un point de vue intéressant et séduisant.

J'ai toujours pensé que la politique ne consistait qu'à affecter de précieuses et maigres ressources. Cette activité est caractérisée par des différences d'opinions et des débats.

Les habitants de l'île de Vancouver, et de la circonscription de North Island—Powell River en particulier, ne croient pas que le gouvernement a affecté suffisamment de ressources à la protection de leur environnement à l'occasion du déversement de pétrole de l'automne dernier. Où que l'on aille, il ne manque pas de gens qui accusent le présent gouvernement de n'avoir pas réagi comme il le devait. Je ne fais que transmettre ce message à la Chambre.